

(1)

(N° 119.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 MARS 1906.

Projet de loi approuvant la convention consulaire conclue le 2 octobre 1905
entre la Belgique et la République de Nicaragua.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur, d'après les ordres du Roi, de soumettre à vos délibérations le projet de loi ci-joint, portant approbation de la convention consulaire conclue le 2 octobre 1905 entre la Belgique et la République de Nicaragua.

Cette convention, qui a pour objet de déterminer d'une manière positive les droits, privilèges et immunités des agents consulaires des Parties contractantes ainsi que les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux pays, est conforme aux arrangements de l'espèce intervenus avec d'autres Etats en ces dernières années.

J'ai la confiance, Messieurs, que l'acte du 2 octobre 1905 pourra recevoir prochainement votre approbation.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

P. DE FAVEREAU.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

Léopold II,**Leopold II,****ROI DES BELGES,****KONING DER BELGEN,***A tous présents et à venir, Salut.**Aun allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !*

Sur la proposition de Notre Ministre
des Affaires Étrangères,

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Notre Ministre des Affaires Étrangères
est chargé de présenter, en Notre nom,
aux Chambres législatives le projet de loi
dont la teneur suit :

Onze Minister van Buitenlandsche
Zaken is gelast, in Onzen naam, bij de
Wetgevende Kamers het ontwerp van
wet aan te bieden waarvan de inhoud
volgt :

ARTICLE UNIQUE.

EENIG ARTIKEL.

La Convention consulaire conclue le
2 octobre 1905 entre la Belgique et la
République de Nicaragua sortira son
plein et entier effet.

De op 2^a October 1905 tusschen
België en de Republiek van Nicaragua
gesloten consulaire Overeenkomst, zal
hare volle en algeheele kracht hebben.

Donné à Laeken, le 17 janvier 1906.

Gegeven te Laken, den 17^a Januari 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Van 's Konings wege :

*Le Ministre des Affaires Étrangères,**De Minister van Buitenlandsche Zaken,*

P. DE FAVEREAU.



CONVENTION.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE NICARAGUA, également animés du désir de déterminer avec toute l'extension et la clarté possibles les droits, privilèges et immunités réciproques des agents consulaires respectifs, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux pays, ont résolu de conclure une convention consulaire et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. E. POLLET, Chargé d'Affaires de Belgique au Centre Amérique,

et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE NICARAGUA :

M. le Dr ARTURO PALLAIS, Consul de Nicaragua à Guatemala;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Chacune des Hautes Parties contractantes consent à admettre des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans tous les ports, villes et places, excepté dans les localités où il y aurait

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS y SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE NICARAGUA, igualmente animados del deseo determinar con toda la extension y claridad posibles los derechos, privilegios é inmunidades reciprocas de los respectivos agentes consulares, asi como sus funciones y las obligaciones á que estaran sometidos en ambos paises, han resuelto celebrar una convencion consular y han nombrado como Plenipotenciarios suyos, á saber :

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS :

Al Señor Don E. POLLET, su Encargado de Negocios ante los Gobiernos de Centro-America,

y

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA DE NICARAGUA :

Al Sr. Dr. Don ARTURO PALLAIS, Consul de Nicaragua en Guatemala;

Quienes, después de haber canjeado sus plenos poderes, que encontraron en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

ARTICULO PRIMERO.

Cada una de las partes contractantes consiente en admitir consules generales, consules, vice-consules y agentes consulares en todos los puertos, ciudades y lugares que tuviesen á bien, excepto en donde

inconvenient à admettre de tels agents.

Cette réserve, toutefois, ne sera pas appliquée à l'une des Hautes Parties contractantes, sans l'être également à toute autre Puissance.

ART. 2.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront réciproquement dans les États de l'autre, de tous les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent les agents du même rang et de la même qualité de la nation la plus favorisée.

Lesdits agents, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, devront produire une commission dans la forme établie par les lois de leurs pays respectifs.

Le Gouvernement territorial de chacune des deux Hautes Parties contractantes leur délivrera, sans aucun frais, l'exequatur nécessaire à l'exercice de leurs fonctions, et, sur l'exhibition de cette pièce, ils jouiront des droits, prérogatives et immunités accordés par la présente Convention.

ART. 3.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'État qui les a nommés, ne pourront être arrêtés que dans le cas de crime, qualifié et puni comme tel par la législation locale; ils seront exempts de tout service tant dans l'armée régulière de terre ou de mer, que dans la garde nationale

hubiese inconveniente en aceptar dichos agentes.

Pero esta reserva no sera aplicada á una de las partes contratantes sin serlo igualmente á cualquiera otra Potencia.

ART. 2.

Los consules generales, consules, vice-consules y agentes consulares de cada una de las Altas partes contratantes gozaran reciprocamente en los Estados de la otra, de todos los privilegios, exenciones é inmunidades de que gozan los agentes del mismo rango y de la misma clase de la Nación mas favorecida.

Dichos agentes antes de ser admitidos al ejercicio de sus funciones y de gozar de las inmunidades que les corresponden, deberan presentar una patente en la forma establecida por las leyes de sus respectivos paises.

El Gobierno territorial de cada una de las Altas partes contratantes, les otorgara, sin ningun gasto, el *exequatur* necesario para el ejercicio de sus funciones, y á la exhibicion de este documento gozaran de los derechos, prerogativas é inmunidades acordadas por la presente Convención.

ART. 3.

Los consules generales, consules, vice-consules y agentes consulares, que fuesen ciudadanos del Estado que los ha nombrado, no podran ser arrestados sino en casos de crimen, segun la legislación local, por la que debiera ser calificado el delito. Estaran exentos del servicio militar tanto en el ejército regular de tierra ó de

ou civique ou milice; ils seront de même exempts de toutes les contributions directes au profit de l'État, des provinces ou des communes, et dont la perception se fait sur des listes nominatives, à moins qu'elles ne soient imposées à raison de la possession de biens immeubles ou sur les intérêts d'un capital employé dans l'État où lesdits agents exercent leurs fonctions.

Cette exemption ne pourra cependant pas s'appliquer aux consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires qui exerceraient une profession, une industrie ou un commerce quelconque, lesdits agents devant, en ce cas, être soumis au paiement des taxes dues par tout autre étranger dans les mêmes conditions.

ART. 4.

Quand la justice de l'un des deux pays aura quelque déclaration juridique ou déposition à recevoir d'un consul général, d'un consul, d'un vice-consul ou d'un agent consulaire, citoyen de l'État qui l'a nommé et n'exerçant aucun commerce, elle l'invitera, par écrit, à se présenter devant elle, et, en cas d'empêchement, elle devra se transporter à sa demeure ou chancellerie pour l'obtenir de vive voix.

Ledit agent devra satisfaire à cette demande dans le plus bref délai possible.

ART. 5.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires

mar como en la Guardia nacional ó civica; tambien estaran exentos de todas las contribuciones directas en provecho del Estado, de las Provincias ó de los municipios, y cuyo cobro se haga por listas nominales á menos que sean impuestos en virtud de la posesión de bienes inmuebles, ó sobre los intereses de un capital empleado en el Estado en que dichos agentes ejerzan sus funciones.

Sin embargo, esta excepción no podra aplicarse á los consules generales, consules, vice-consules y agentes consulares que ejercieren una profesión, una industria ó un comercio cualquiera, los dichos agentes debiendo, en este caso, ser sometidos al pago de las tasas debidas por cualquier otro extranjero en las mismas condiciones.

ART. 4.

Cuando la justicia de uno de los dos países tenga que recibir alguna declaracion ó deposicion de los consules generales, consules, vice-consules ó agentes consulares, que sean ciudadanos del Estado que los ha nombrado y con tal que no ejerzan comercio alguno, los invitara por escrito á que se presenten ante ella, y en caso de impedimento debera trasportarse al consulado para recibirles la declaracion ó deposicion de viva voz.

Dichos agentes deberan cumplir con esta pregunta lo mas pronto que sea posible.

ART. 5.

Los consules generales, consules, vice-consules y agentes consulares

pourront placer au-dessus de la porte extérieure de leurs chancelleries un écusson aux armes de leur nation, avec une inscription portant ces mots : Consulat général, Consulat, Vice-Consulat ou Agence consulaire de Belgique ou de Nicaragua.

Ils pourront aussi y arborer le drapeau de leur nation, excepté dans la capitale du pays s'il s'y trouve une légation. Il pourront de même arborer le pavillon national sur le bateau qu'ils monteront dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

ART. 6.

Les chancelleries consulaires seront en tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront les envahir sous aucun prétexte. Elles ne pourront, dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui y seront enfermés. Les chancelleries consulaires ne sauraient, dans aucun cas, servir de lieux d'asile, et si un agent du service consulaire est engagé dans d'autres affaires, les papiers se rapportant au consulat seront tenus séparément.

ART. 7.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence imprévue des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, leurs chanceliers ou secrétaires, après que leur caractère officiel aura été notifié au Ministère des Affaires étrangères en Belgique ou au Ministère des Relations Extérieures au Nicaragua, seront de plein droit admis à gérer, par intérim, les affaires des postes respectifs; ils jouiront, pendant toute la durée de cette gestion tem-

podran colocar encima de la puerta exterior de su cancilleria, un escudo con las armas de su nacion con una inscripcion que contenga estas palabras : Consulado general, Consulado, Vice-Consulado, Agencia consular de Nicaragua ó de Belgica.

Tambien podran enarbolar en ella la bandera de su pais, excepto en la capital si hay en ella legacion. Igualmente podran enarbolar el pabellon nacional sobre el bote en que se embarquen en el puerto para el ejercicio de sus funciones.

ART. 6.

Las cancelerias de los consulados son en todo tiempo inviolables, no podran las autoridades locales invadir las por ningun pretexto. Tampoco podran examinar ni apoderarse de los papeles consulares, pero cuando un agente del servicio consular esté comprometido en negocios extraños á su cargo, los papeles que se refieran al consulado deberan conservarse separadamente. Las cancelerias consulares no podran servir como lugares de asilo.

ART. 7.

En caso de fallecimiento, de impedimento ó de ausencia repentina de los consules generales, consules, vice-consules ó agentes consulares, sus cancelles ó secretarios, después que se haya notificado su caracter oficial al Ministerio de Relaciones Exteriores de Nicaragua, ó al Ministro de Negocios Extranjeros en Belgica se admitiran de pleno derecho á desempeñar interinamente los negocios de los puestos respectivos, y gozaran interin dure

poraire, de tous les droits, prérogatives et immunités accordés aux titulaires.

ART. 8.

Les consuls généraux et consuls pourront, pour autant que les lois de leur pays le leur permettent, nommer, avec l'approbation de leurs gouvernements respectifs, des vice-consuls et agents consulaires dans les villes, ports et places compris dans leur arrondissement. Ces agents pourront être choisis indistinctement parmi les Belges, les Nicaraguais ou les citoyens d'autres pays. Ils seront munis d'une commission régulière et ne pourront exercer leurs fonctions, ni jouir des privilèges stipulés dans cette Convention en faveur des agents du service consulaire, aussi longtemps qu'ils n'auront pas obtenu l'exequatur en se soumettant aux exceptions spécifiées dans les articles 3 et 4.

ART. 9.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de s'adresser aux autorités administratives ou judiciaires, soit de l'Etat, de la province ou de la commune des pays respectifs, dans toute l'étendue de leur arrondissement consulaire, pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre la Belgique et le Nicaragua, et pour protéger les droits et les intérêts de leurs nationaux. Mais ces représentations ne seront admises que sous forme de requête et seulement en cas d'absence d'un agent diplomatique de leur pays.

su gestion temporal, de todos los derechos, prerogativas é inmunitades concedidas á los titulares.

ART. 8.

Los consules generales y consules podran, siempre que las leyes de su pais lo permitan, nombrar con la aprobacion de sus Gobiernos respectivos, vice-consules y agentes consulares, en las ciudades, puertos y plazas comprendidos dentro de sus distritos. Estos agentes podran ser elegidos indistintamente entre los Belgas, Nicaraguenses ó los ciudadanos de otros paises. Estos agentes estaran provistos de una patente en regla y no podran ejercer sus funciones ni gozaran de los privilegios estipulados en este convenio en favor de los agentes del servicio consular mientras no obtengan el exequatur en sometiendo á las excepciones estipuladas en los artículos 3 y 4.

ART. 9.

Los consules generales, consules, vice-consules y agentes consulares, tendran el derecho de dirigirse á las autoridades administrativas ó judiciales, sea del Estado, de la provincia ó del municipio del pais respectivo, en toda la extension de su demarcacion consular, para reclamar contra toda infraccion de los tratados ó convenios existentes entre Belgica y Nicaragua y para proteger los derechos y los intereses de sus nacionales. Pero tales representaciones seran suplicatorias y solamente en el caso de ausencia de un agente diplomatico de su pais.

ART. 10.

Les consuls généraux, consuls, vices-consuls et agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, dans leur demeure privée, dans celle des parties ou à bord des bâtiments, les déclarations des capitaines et équipages des navires de leur pays, des passagers qui se trouvent à bord et de tout autre citoyen de leur nation, quand elles auront pour objet des affaires purement commerciales et civiles qu'ils doivent terminer entre leurs compatriotes et dans leurs pays respectifs.

Lesdits agents auront, en outre, le droit de dresser, conformément aux lois et règlements de leur pays, dans leurs chancelleries ou bureaux, les actes de naissance, de reconnaissance d'enfant naturel, de mariage, de divorce et de décès concernant les citoyens de leur pays, ainsi que tous actes conventionnels passés entre des citoyens de leur pays et des citoyens ou autres habitants du pays où ils résident, et même tous actes de ces derniers, pourvu que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent devant lequel ils seront passés.

Les copies desdits actes et les documents officiels de toute espèce, soit en original, en copie ou en traduction, dûment légalisés par les consuls généraux, consuls, vices-consuls ou agents consulaires et munis de leur cachet officiel seront foi en justice, dans les tribunaux

ART. 10.

Los consules generales, consules, vice-consules y agentes consulares, tendran el derecho de recibir en sus cancelerias, en su domicilio privado, en el de las partes y á bordo de los buques, las declaraciones de los capitanes y tripulantes de los buques de su pais, de los pasajeros que se encuentran á bordo y de cualquiera otro ciudadano de su nacion, siempre que tengan por objeto asuntos puramente comerciales y civiles, que deban concluir entre sus mismos connacionales y en su respectivo pais.

Dichos agentes tendran ademas el derecho de extender, conforme á las leyes y reglamentos de su pais, en sus cancelerias ó oficinas los actos de nacimiento, de reconocimiento de hijos naturales, de matrimonio, de divorcio y de defuncion tocante á los ciudadanos de su pais, como todos los actos convencionales celebrados entre ciudadanos de su pais y los ciudadanos y otros habitantes del pais en que residan, y aun todos los actos de estos ultimos, con tal de que estos actos se refieran á bienes situados ó á negocios que deban tratarse en el territorio de la nacion á que pertenezca el consul ó agente ante el cual se celebren.

Las copias de dichos actos y los documentos oficiales de todas clases, sean originales, en copia, ó en traduccion, debidamente legalizados por los consules generales, consules, vice-consules ó agentes consulares y provistos de su sello oficial, haran fé en justicia, en el

respectifs du pays pour lequel ils ont été délivrés. -

ART. 11.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs seront exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation et connaîtront seuls de tous les différends qui se sont élevés en mer ou s'élèveront dans les ports entre les capitaines, les officiers et les hommes de l'équipage, à quelque titre que ce soit, particulièrement pour le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis. Les autorités du pays ne pourront, à aucun titre, intervenir dans ces questions.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et conduire en prison tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage, chaque fois que, pour un motif quelconque, les dits agents le jugeront convenable.

ART. 12.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront faire arrêter les officiers,

pais para donde fueren libradas en sus respectivos tribunales.

ART. 11.

Los Consules Generales, Consules, vice-Consules y Agentes Consulares respectivos estaran encargados exclusivamente del mantenimiento del orden interior á bordo de los buques mercantes de su nacion y conoceran por si solos de todas las controversias que se hayan suscitado en alta mar ó surjan en los puertos entre capitanes, oficiales y tripulantes á cualquier titulo que sea, principalmente para el arreglo de los salarios y la ejecucion de los contratos en que hayan reciprocamente consentido. Las autoridades del pais no podran mezclarse, bajo ningun titulo, en estas cuestiones.

No podran las autoridades locales intervenir que cuando los desordenes sucedidos vinieran á perturbar la tranquilidad y el orden publico á tierra ó en el puerto, ó cuando se hallare comprometida en estos desordenes una persona del pais ó no perteneciendo á la tripulacion.

En todos los otros casos, se limitaran las autoridades precitadas en prestar todo su apoyo á los consules generales, consules, vice-consules ó agentes consulares, si estos lo piden, para hacer arrestar y conducir á la carcel á todo individuo inscrito en el rol de la tripulacion, cada vez que, á cualquier titulo, los dichos agentes lo juzgaren conveniente.

Art. 12.

Los consules generales, consules, vice-consules ó agentes consulares, podran hacer arrestar á los ofi-

matelots et toutes les autres personnes faisant partie des équipages, à quelque titre que ce soit, des bâtiments de guerre ou de commerce de leur nation, qui seraient prévenus ou accusés d'avoir déserté lesdits bâtiments, pour les renvoyer à bord ou les transporter dans leur pays. A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes des pays respectifs et leur feront, par écrit, la demande de ces déserteurs, en justifiant, par l'exhibition des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage ou par d'autres documents officiels, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage.

Sur cette seule demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra leur être refusée, à moins qu'il ne soit dûment prouvé qu'ils étaient citoyens du pays où l'extradition est réclamée au moment de leur inscription sur le rôle. Il leur sera donné toute aide et protection pour la recherche, la saisie et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des Consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois, à partir du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition serait différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

ciales y á los marineros y á las demas personas que en cualquier concepto formen parte de la tripulacion de los buques de guerra ó de comercio de su nacion, que sean acusados ó denunciados de haber desertado de dichos buques, para devolverlos á bordo ó enviarlos á su pais. Con este objeto se dirijiran por escrito á las autoridades locales competentes de los paises respectivos y los escribiran pidiendo á los desertores, justificando con la exhibicion de los registros del buque ó del rol de la tripulacion ó de otros documentos oficiales, que los hombres que reclaman formaban parte de dicha tripulacion.

Mediante esta peticion justificada de esa suerte, no se les podra negar la entrega de los desertores, á no ser que se pruebe en debida forma, que eran ciudadanos del pais en que se reclame la extraccion, en el momento de su inscripcion en el rol. Se le dara toda clase de auxilio y proteccion para la busca, aprehencion y arresto de estos desertores, que hasta seran detenidos y guardados en las carceles del pais, á peticion y á costa de los consules, interin estos agentes encuentran ocasion de hacerlos partir. Si esta ocasion no se presentase sin embargo en un plazo de dos meses á contar desde la fecha del arresto, se pondra en libertad á los desertores, y no se les podra arrestar de nuevo por la misma causa.

Si el desertor hubiese cometido algun delito, se aplazara su extradicion hasta que el tribunal que tenga derecho de conocer en el haya dictado su sentencia y se halla cumplido esta.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des Hautes parties contractantes pourront demander l'assistance des autorités locales compétentes, quand les lois des deux pays le permettent, pour faire débarquer un marin quelconque accusé de crime ou de délit, qui doit être conduit avec les pièces du procès au port de provenance.

ART. 13.

A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, toutes avaries essuyées à la mer par les navires des deux pays, soit qu'ils abordent volontairement au port, soit qu'ils se trouvent en relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des pays respectifs.

Si cependant des habitants du pays ou des citoyens d'une tierce nation se trouvaient intéressés dans lesdites avaries et que les parties ne pussent s'entendre à l'amiable, le recours à l'autorité locale compétente serait de droit.

ART. 14.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges naufragés sur les côtes de Nicaragua et des navires nicaragiens sur les côtes de Belgique seront respectivement dirigées par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de Belgique au Nicaragua, et par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de Nicaragua en Belgique,

Los consules generales, consules, vice-consules y agentes consulares de las altas partes contratantes podrán requerir la asistencia de las autoridades locales competentes, cuando lo autorizan las leyes de ambos paises, para hacer desembarcar cualquier marino acusado de crimen ó delito, que deba ser conducido con las piezas del proceso al puerto de procedencia.

ART. 13.

Siempre que no haya estipulaciones en contrario entre los armadores, cargadores y aseguradores, todas las averias, sufridas en la mar por los buques de los dos paises, sea que arriben voluntariamente al puerto, sea que se hallen en él de arribada forzosa, serán arregladas por los consules generales, consules, vice-consules ó agentes consulares de los paises respectivos.

Si no obstante, estuviesen interesados en dichas averias habitantes del pais ó ciudadanos de una tercera potencia y las partes no pudiesen entenderse amigablemente se procedera recurrir à la autoridad local competente.

ART. 14.

Todas las operaciones relativas al salvamento de los buques belgas que hayan naufragado en las costas de Nicaragua y de los buques nicaragüenses en las costas de Belgica, serán dirigidas respectivamente por los consules generales, consules y vice-consules de Belgica en Nicaragua y por los consules generales, consules, vice-consules de Nicara-

et, jusqu'à leur arrivée, par les agents consulaires respectifs là où il existera une agence ; dans les lieux et ports où il n'existerait pas d'agence, les autorités locales auront, en attendant l'arrivée du consul dans l'arrondissement duquel le naufrage aurait eu lieu, et qui devrait être immédiatement prévenu, à prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les autorités locales n'auront d'ailleurs à intervenir que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

Il est bien entendu que ces marchandises ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient destinées à être livrées à la consommation dans le pays où le naufrage aurait eu lieu.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas n'occasionnera des frais d'aucune espèce, hors ceux auxquels donneraient lieu les opérations du sauvetage et la conservation des objets sauvés ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux. Les habitants du pays qui se trouveraient intéressés dans les objets sauvés pourront avoir recours à l'autorité locale compétente pour toutes les questions concernant la revendication, la remise ou la vente desdits objets ainsi que pour les dépenses de sauvetage et de conservation.

gua en Belgica, y hasta su llegada por los agentes consulares respectivos donde exista agencia. En los puertos y lugares en que no exista agencia, las autoridades locales deberán tomar, mientras llega el consul del distrito en que se haya verificado el naufragio y á quien debiera avisarse inmediatamente, todas las medidas necesarias para la proteccion de los individuos y la conservacion de los efectos naufragados.

Las autoridades locales no tendrán por lo demas que intervenir sino para mantener el orden, garantizar los intereses de los salvadores, si son estraños á la tripulacion naufraga y asegurar la ejecucion de las disposiciones que haya de observarse para la entrada y salida de las mercaderias salvadas.

Se entiende que estas mercaderias no estaran sujetas á ningun derecho de aduana, á menos que se destinen al consumo del pais en que se haya verificado el naufragio.

La intervencion de las autoridades locales en estos diversos casos no prodra ocasionar gastos de ninguna especie excepto por los que fueren causados por la operacion del salvamiento y de la conservacion de los objetos salvados y por aquellos á los cuales estuvieren sometidos, en caso semejante, los buques nacionales. Los habitantes del pais que estuvieren interesados en los objetos salvados podran recurrir á la autoridad local competente por todas las cuestiones tocante á la reivindicacion, la entrega ó la venta de dichos objetos asi como por los gastos de salvamiento y de conservacion.

ART. 15.

En cas de décès d'un Belge au Nicaragua ou d'un Nicaraguien en Belgique, les autorités locales compétentes doivent immédiatement en donner avis au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus rapproché de la nation à laquelle le défunt appartient; ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils en seront informés les premiers.

L'autorité locale compétente complètera ledit avis par la remise d'une expédition en due forme et sans frais, de l'acte de décès.

En cas d'incapacité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec l'autorité locale compétente, auront le droit, conformément aux lois de leurs pays respectifs, de faire tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et de liquider la succession, en un mot de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

ART. 16.

La présente Convention restera en vigueur pendant dix ans, qui commenceront à compter trois mois

ART. 15.

En caso de fallecimiento de un Belga en Nicaragua ó de un Nicaragüense en Belgica, las autoridades locales competentes informaran inmediatamente del suceso al consul general, consul, vice-consul ó agente consular el mas cerca de la nacion á que el difunto perteneciese, estos, de su parte, daran el mismo aviso á las autoridades locales cuando sean informados los primeros de este fallecimiento.

La autoridad local competente completara el dicho aviso por la entrega de una expedicion en debida forma y sin gasto del acto de fallecimiento.

En caso de incapacidad ó de ausencia de los herederos, ó de ausencia de los ejecutores testamentarios, los agentes del servicio consular, juntamente con la autoridad local competente, tendran el derecho con arreglo á las leyes de sus paises respectivos, de practicar todos los actos necesarios á la conservacion y á la administracion de la sucesion, especialmente de poner y levantar los sellos, de formar inventario, de administrar y liquidar la sucesion, en una palabra de tomar todas las medidas necesarias para poner á salvo los intereses de los herederos, fuera del caso en que se susciten controversias, las cuales deberan ser decididas por los tribunales competentes del pais en que se haya iniciado la sucesion.

ART. 16.

La presente Convencion quedara en vigor durante diez años, que comenzaran á contarse de tres

après l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié par une déclaration officielle, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 17.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de dix-huit mois ou plus tôt, si c'est possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Guatémala en double exemplaire, le deux octobre mil neuf cent cinq.

(L. S.) E. POLLET.

meses despues del cambio de las ratificaciones.

Mas, si un año antes de la expiracion de este termino, ninguna de las dos partes hubiera espresado á la otra, por una declaracion oficial, su intencion de anularla y hacer cesar sus efectos, la Convencion continuara subsistiendo y sera obligatoria para las partes indefinidamente, hasta un año mas de la fecha en que se haga por cualquiera de ellas la declaracion oficial referida.

ART. 17.

La presente Convencion sera ratificada y las ratificaciones cãngeadas en el termino de diez y ocho meses ó antes, si fuere posible.

En fé de lo cual los mencionados Plenipotenciaros la han firmado y sellado.

Hecho en Guatemala en dos ejemplares el dos de octubre de mil novecientos cinco.

(L. S.) A. PALLAIS.



(1)

(Nr 119.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 MAART 1906.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ik heb de eer U, naar 's Konings bevelen, bijgaand ontwerp van wet, tot goedkeuring der op 2 October 1905 tusschen België en de Republiek Nicaragua gesloten Consulaire Overeenkomst, ter overweging voor te leggen.

Die Overeenkomst, waarbij nauwkeurig worden bepaald de rechten, voorrechten en vrijdommen der consulaire agenten van de verdragsluitende partijen, alsmede de verplichtingen waaraan zij in beide landen onderworpen zijn, luidt zooals de schikkingen van denzelfden aard welke, in deze laatste jaren, met andere Staten werden getroffen.

Ik vertrouw, Mijne Heeren, dat de akte van 2 October 1905 eerlang uwe goedkeuring zal mogen verwerven.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. DE FAVEREAU.

PROJET DE LOI.

Léopold II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre
des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères
est chargé de présenter, en Notre nom,
aux Chambres législatives le projet de loi
dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention consulaire conclue le
2 octobre 1905 entre la Belgique et la
République de Nicaragua sortira son
plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 17 janvier 1906.

WETSONTWERP.

Leopold II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !*

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche
Zaken is gelast, in Onzen naam, bij de
Wetgevende Kamers het ontwerp van
wet aan te bieden waarvan de inhoud
volgt :

EENIG ARTIKEL.

De op 2^a October 1905 tusschen
België en de Republiek van Nicaragua
gesloten consulaire Overeenkomst, zal
hare volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Laken, den 17^a Januari 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. DE FAVEREAU.



OVEREENKOMST.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN en ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT DER REPUBLIEK NICARAGUA, gelijkelijk verangende zoo breed en duidelijk mogelijk de wederkeerige rechten, voorrechten en vrijdommen der wederzijdsche consulaire agenten te bepalen, alsmede dezer ambt en de verplichtingen waaraan zij in beide landen onderworpen zijn, hebben beslist eene Consulaire Overeenkomst te sluiten en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den Heer E. POLLET, Zaakgelastigde van België in Midden-Amerika,

en **ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT DER REPUBLIEK NICARAGUA :**

Den Heer Dr ARTURO PALLAIS, Consul van Nicaragua te Guatemala ;

Die, na elkander hunne wederzijdsche volmachten te hebben medege-deeld, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

ARTIKEL EEN.

Elke der Hooge Verdragsluitende Partijen stemt erin toe consuls-generaal. consuls, vice-consuls en consulaire agenten te ontvangen in alle havens, steden en plaatsen. behalve daar waar zulke agenten bezwaarlijk kunnen toegelaten worden.

Die beperking zal echter niet worden toegepast op eene der Hooge Verdragsluitende Partijen, indien zij niet gelijkelijk geldt voor elke andere Mogendheid.

ART. 2.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten van elke der beide Hooge Verdragsluitende Partijen zullen wederkeurig in de Staten der andere Partij, alle voorrechten, vrijstellingen en vrijdommen genieten, welke aan de agenten van gelijken rang en van gelijke hoedanigheid van de meest begunstigde natie zijn toegekend.

De bedoelde agenten moeten, vooraleer het hun toegelaten wordt hun ambt te vervullen en de daaraan verbonden vrijdommen te genieten, eenen aanstellingsbrief overleggen, opgemaakt in den vorm voorgeschreven door de wetten van hun land.

De inlandsche Regeering van elke der beide Hooge Verdragsluitende Partijen zal hun, zonder eenige kosten, het exequatur afleveren dat noodig is tot de vervulling van hun ambt en, op vertooning van dat stuk, zullen zij de rechten, voorrechten en vrijdommen genieten, welke deze Overeenkomst verleent.

ART. 3.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten, die burgers zijn van den Staat welke hen benoemd heeft, kunnen niet in hechtenis worden genomen, tenzij in geval van misdaad, als zoodanig door de plaatselijke wetgeving benaamd en bestraft; zij zullen vrij zijn van allen dienst, zoowel in de geregelde land- of zeemacht als in de nationale wacht, burgerwacht of militie; zij zullen eveneens vrij zijn van alle rechtstreeksche belastingen ten bate van den Staat, de provinciën of gemeenten, en die op naamlijsten geheven worden, tenzij ze worden opgelegd uit hoofde van het bezit van onroerende goederen of op de interesten van gelden, belegd in den Staat waar de bedoelde agenten hun ambt vervullen.

Die vrijstelling zal echter niet kunnen worden toegepast op de consuls-generaal, consuls, vice-consuls of consulaire agenten die eenig beroep, eenige nijverheid of eenigen handel mochten drijven, moettende, in dat geval, de bedoelde agenten onderworpen worden aan de betaling der lasten die elke andere vreemdeling, in dezelfde omstandigheden, verschuldigd is.

ART. 4.

Wanneer de rechters van een der beide landen eenige rechterlijke verklaring of getuigenis te ontvangen mochten hebben van een consul-generaal, een consul, een vice-consul of een consulaire agent, die burger is van den Staat welke hem benoemd heeft, en die geen handel drijft, zullen zij hem schriftelijk verzoeken voor hen te verschijnen en, bij belet, zullen zij naar zijne woning of kanselarij moeten gaan om ze mondelings te bekomen.

De bedoelde agent zal, zoo spoedig mogelijk, aan die vraag moeten voldoen.

ART. 5.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten zullen boven de voordeur van hunne kanselarij een schild mogen plaatsen met het wapen van hunne natie, met een opschrift bevattende deze woorden: Consulat général, Consulat, Vice-Consulat of Agence consulaire de Belgique of de Nicaragua (Consulaat-generaal, Consulaat, Vice-Consulaat of Consulair Agentschap van België of van Nicaragua).

Zij zullen er ook de vlag hunner natie mogen hijschen, behalve in de hoofdstad van het land, indien daar een Gezantschap bestaat. Zij zullen eveneens de nationale vlag mogen hijschen op de boot die zij in de haven nemen om hun ambt te vervullen.

ART. 6.

De consulaire kanselarijen zijn te allen tijde onschendbaar. De plaatse-

lijke overheid zal er onder geen voorwendsel mogen binnendringen. In geen geval zal zij de papieren, die er berusten, mogen onderzoeken of in beslag nemen. In geen geval zullen de consulaire kanselarijen als veilige wijkplaatsen mogen dienen en, indien een consulaire agent zich met andere zaken bemoeit, zullen de papieren, betreffende het consulaat, afzonderlijk worden bewaard.

ART. 7.

Bij overlijden, belet of onvoorziene afwezigheid van de consuls-generaal, consuls, vice-consuls of consulaire agenten, zullen hunne kanseliers of secretarissen, nadat hun officieel karakter, in België, aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken of, in Nicaragua, aan het Ministerie van Buitenlandsche Betrekkingen zal zijn bekend gemaakt, met volle recht toegelaten worden tot de tijdelijke waarneming van de zaken der respectieve posten; zoolang die tijdelijke waarneming duurt, zullen zij al de rechten, voorrechten en vrijdommen genieten die aan de titularissen verleend zijn.

ART. 8.

De consuls-generaal en consuls zullen, in zooverre de wetten van hun land hun zulks toelaten, met de goedkeuring van hunne wederzijdsche Regeering, vice-consuls en consulaire agenten mogen benoemen, in de steden, havens en plaatsen, gelegen binnen hunnen werkkring. Die ambtenaren zullen, zonder eenig onderscheid, mogen worden gekozen onder de Belgen, de burgers van Nicaragua of die van andere landen. Zij zullen voorzien worden van een behoorlijken aanstellingsbrief en, zoolang zij het exequatur niet hebben bekomen door zich te onderwerpen aan de bij artikelen 3 en 4 omschreven uitzonderingen, zullen zij hun ambt niet mogen vervullen noch de voorrechten genieten, in deze Overeenkomst bepaald ten gunste van consulaire agenten.

ART. 9.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten zullen het recht hebben zich te wenden tot elke overheid van beheer of gerecht, hetzij van den Staat, van de provincie, hetzij van de gemeente in de wederzijdsche landen, binnen de geheele uitgestrektheid van hunnen consulaire werkkring, om te klagen over elke overtreding van de tusschen België en Nicaragua bestaande verdragen of overeenkomsten, en om de rechten en belangen hunner landgenooten te beschermen. Maar die klachten zullen alleen onder den vorm van rekwesten ontvangen worden en enkel bij gemis van een diplomatieken ambtenaar van hun land.

ART. 10.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten van elke der beide Hooge Verdragsluitende Partijen zullen het recht hebben in hunne

kanselarij, in hunne bijzondere woning, in die der partijen of aan boord van de vaartuigen, de verklaringen te ontvangen van den gezagvoerder en de manschap der schepen van hun land, van de opvarenden en van elken anderen burger hunner natie, wanneer die verklaringen betrekking zullen hebben op louter commercieele en burgerlijke zaken welke zij onder hunne landgenooten en in hunne wederzijdsche landen moeten afhandelen.

Die agenten zullen daarenboven het recht hebben in hunne kanselarijen of kantoren, overeenkomstig de wetten en verordeningen van hun land, de akten op te maken van geboorte, van erkenning van een onecht kind, van huwelijk, van echtscheiding en van overlijden, betreffende de burgers van hun land, evenals alle conventioneele akten verleden tusschen burgers van hun land en burgers of alle andere inwoners van het land waar zij verblijven en zelfs alle akten van deze laatsten, mits die akten betrekking hebben op goederen gelegen of op zaken te behandelen op het grondgebied van de natie, waartoe de consul of de agent behoort, ten overstaan van wien ze worden verleden.

De afschriften van bedoelde akten en de officieele bescheiden van allen aard, hetzij het origineel of wel een afschrift of eene vertaling, behoorlijk gewettigd door de consuls-generaal, consuls, vice-consuls of consulaire agenten en van hun officieel zegel voorzien, zullen in rechten gelden voor de wederzijdsche rechtbanken van het land waarvoor zij werden afgeleverd.

Art. 11.

De wederzijdsche consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten zullen uitsluitend belast zijn met de handhaving der inwendige orde aan boord van de koopvaardischepen van hunne natie, en zullen alleen kennis nemen van alle geschillen, die in de zee zijn ontstaan of in de havens mochten ontstaan onder de gezagvoerders, de stuurlieden en de manschap, om het even uit welke oorzaak, en in het bijzonder voor de regeling van de loonen en de uitvoering van de wederzijds aangegane verbintenissen. De overheid van het land mag in die zaken in geenen deele tusschenbeide komen.

De plaatselijke overheid zal maar mogen tusschenbeide komen wanneer de voorgevallen wanorde van aard zoude zijn de rust of de openbare orde aan land of in de haven te storen, of wanneer een persoon van het land of niet tot de manschap behorende, erin betrokken mocht zijn.

In elk ander geval, zal voormelde overheid hare bemoeiing niet verder drijven dan tot alle hulpverleening aan de consuls-generaal, consuls en vice-consuls of consulaire agenten, indien zij door dezen daartoe aanzocht wordt, om elken persoon, voorkomende op de monsterrol, te doen in hechtenis nemen en naar de gevangenis leiden, telkens als bedoelde agenten zulks om de eene of de andere reden gepast zullen oordeelen.

ART. 12.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten zullen de stuurlieden, matrozen en alle andere personen behoorende, in welke hoedanigheid ook, tot de manschap der oorlogs- of koopvaardij-schepen van hunne natie in hechtenis mogen doen nemen, als op hen de betichting of de beschuldiging weegt dat zij van genoemde vaartuigen gedeseerteerd zijn, om hen terug aan boord te zenden of naar hun land te vervoeren. Daartoe zullen zij zich schriftelijk wenden tot de bevoegde plaatselijke overheid in de landen en zullen haar, schriftelijk, die deserteurs opvorderen, en door de overlegging van de scheepsregisters of de monsterrol of door andere officieele stukken, het bewijs leveren dat de lieden, welke zij opvorderen, tot die manschap behoorden.

Op die enkele aldus gestaafde opvordering, zal de overlevering der deserteurs hun niet geweigerd kunnen worden, tenzij het behoorlijk bewezen ware dat zij, ten tijde hunner inschrijving op de rol, burgers waren van het land, waar de uitlevering wordt gevorderd. Hun zal alle hulp en bescherming worden verleend voor de opzoeking, de aanhouding en de inhechtenisneming dier deserteurs die zelfs, op de vordering en op de kosten der consuls, in de gevangenhuizen van het land gevangen gehouden en bewaakt zullen worden, totdat die agenten eene gelegenheid hebben gevonden om ze te doen vertrekken. Indien die gelegenheid zich nochtans niet voordeed binnen een termijn van twee maanden, te rekenen van den dag der inhechtenisneming, zouden de deserteurs op vrije voeten worden gesteld en, voor dezelfde zaak, niet meer in hechtenis kunnen genomen worden.

Indien de deserteur eenig misdrijf had begaan, zou zijne uitlevering uitgesteld worden totdat de bevoegde rechtbank daarover haar vonnis heeft uitgesproken en dit zijne uitwerking heeft gehad.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen de hulp der bevoegde plaatselijke overheid mogen inroepen, als de wetten van de beide landen zulks veroorlooven, om een om het even welken zeeman te doen ontschepen, die van eene misdaad of een wanbedrijf beschuldigd is en met de stukken van het geding naar de haven van herkomst moet worden geleid.

ART. 13.

Tenzij bij andersluidende bepalingen tusschen de reeders, cargadors en assuradeurs, zal elke averij, op zee geleden door schepen der beide landen, hetzij zij de haven uit vrijen wil aandoen, hetzij zij er uit nood verblijven, worden geregeld door de consuls-generaal, consuls, vice-consuls of consulaire agenten der wederzijdsche landen.

Indien nochtans inwoners van het land of burgers eener derde natie mochten betrokken zijn in die averij, en partijen niet in der minne zouden kunnen overeenkomen, zoo zal het verhaal bij de bevoegde plaatselijke overheid een recht wezen.

ART. 14.

Al de verrichtingen betreffende de redding van de aan de kusten van Nicaragua verongelukte Belgische schepen en van de aan de Belgische kusten verongelukte schepen van Nicaragua zullen wederzijds geleid worden door de consuls-generaal, consuls en vice-consuls van België in Nicaragua en door de consuls-generaal, consuls en vice-consuls van Nicaragua in België en, tot aan hunne komst, door de wederzijdsche consulaire agenten daar waar een agentschap bestaat; ter plaatsen en havens, waar geen agentschap bestaat, zal de plaatselijke overheid, in afwachting van de komst van den consul binnen wiens werkkring het vaartuig is verongelukt en die dadelijk zal verwittigd worden. alle noodige maatregelen moeten nemen tot bescherming der personen en bewaring der zaken van het verongelukt vaartuig.

De plaatselijke overheid heeft overigens enkel op de treden om de orde te handhaven, om de belangen der redders te vrijwaren indien zij tot de manschap der verongelukte vaartuigen niet behooren, en om voor de uitvoering te zorgen der bepalingen welke hoeven in acht genomen ten opzichte van den in- en den uitvoer der geredde koopwaren.

Het zij wel verstaan dat die koopwaren aan geen tolrecht zullen onderworpen zijn, tenzij zij bestemd zijn om verbruikt te worden in het land waar het vaartuig verongelukt is.

De tusschenkomst der plaatselijke overheid zal in die verschillende gevallen hoegenaamd geene kosten veroorzaken, buiten die waartoe de verrichtingen tot de redding en de bewaring der geredde voorwerpen mochten aanleiding geven, alsmede die waaraan, in dergelijk geval, de schepen van het land zelve zouden onderworpen zijn.

De inwoners van het land die eenig belang mochten hebben in de geredde voorwerpen, zullen hunne toevlucht kunnen nemen tot de bevoegde plaatselijke overheid voor al de quaestiën betreffende de terugvordering, de overhandiging of den verkoop van bedoelde voorwerpen, alsmede voor de uitgaven voor de redding en de bewaring.

ART. 15.

Bij overlijden van een Belg in Nicaragua of van een burger van Nicaragua in België, moet de bevoegde plaatselijke overheid daarvan dadelijk kennis geven aan den dichtstbij zijnden consul-generaal, consul, vice-consul of consulaire agent van de natie waartoe de overledene behoort; dezen zullen, van hunnentwege, dezelfde kennisgeving aan de plaatselijke overheid moeten doen, wanneer zij er het eerst van verwittigd worden.

Tot aanvulling van die kennisgeving, zal de bevoegde plaatselijke overheid kosteloos eene in behoorlijken vorm opgestelde expeditie van de akte van overlijden afleveren.

Bij onbekwaamheid of afwezigheid van de erfgenamen of bij afwezigheid van uitvoerders van den laatsten wil, zullen de consulaire agenten, tevens met de bevoegde plaatselijke overheid, overeenkomstig de wetten

hunner wederzijdsche landen, het recht hebben alle akten te doen die noodig zijn tot de bewaring en het beheer der nalatenschap, onder anderen tot het leggen en lichten van de zegels, het opmaken van de boedellijst, het beheeren en vereffenen van de nalatenschap, kortom, alle maatregelen te nemen, die noodig zijn tot het vrijwaren van de belangen der erfgenamen, doch niet wanneer er geschillen mochten ontstaan, in welk geval daarover zou moeten worden beslist door de bevoegde rechtbanken van het land, waar de nalatenschap openvalt.

ART. 16.

Deze Overeenkomst zal van kracht blijven gedurende tien jaren, die zullen beginnen te rekenen drie maanden na de uitwisseling der akten van bekrachtiging.

Ingeval geene der beide Hooge Verdragsluitende Partijen, twaalf maanden vóór het vervallen van dat tijdvak, door eene officieele verklaring heeft kennis gegeven van haar voornemen om de uitwerking ervan te doen ophouden, zal de Overeenkomst verbindend blijven tot het vervallen van één jaar, te rekenen van den dag waarop de eene of de andere der Hooge Verdragsluitende Partijen ze zal hebben opgezegd.

ART. 17.

Deze Overeenkomst zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging ervan zullen uitgewisseld worden binnen den termijn van achttien maanden of vroeger, indien het mogelijk is.

Ten blijk waarvan de Gevolmachtigden ze hebben onderteeekend en van hunne zegels voorzien.

In dubbel exemplaar opgemaakt te Guatemala, den tweeden October negentienhonderd vijf.

(L. S.) E. POLLET.

(L. S.) E. PALLAIS.

